

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1994 B 00359

Numéro SIREN : 398 024 562

Nom ou dénomination : ROBINET SAS

Ce dépôt a été enregistré le 11/08/2021 sous le numéro de dépôt 8199



①

BILAN - ACTIF

DEPOT N° 2299

DU 11 AOUT 2021

DGFIP N° 2050

Désignation de l'entreprise : SAS ROBINET SAS		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12	
Adresse de l'entreprise : 76 Rue de la Parlette 63000 Clermont-Fd		Durée de l'exercice précédent * 12	
Numéro SIRET * 3 9 8 0 2 4 5 6 2 0 0 0 1 7			Néant <input type="checkbox"/>
		Exercice N clos le 31/12/2021	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2
			Net 3
Capital souscrit non appelé (I)		AA	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Prais d'établissement *	AB	AC
	Prais de développement *	CX	CQ
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG
	Fonds commercial (1)	AH	AI
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM
	Terrains	AN	AO
	Constructions	AP	AQ
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU
Immobilisations en cours	AV	AW	
Avances et acomptes	AX	AY	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT
	Autres participations	CU	CV
	Créances rattachées à des participations	BB	BC
	Autres titres immobilisés	BD	BE
	Prêts	BF	BG
Autres immobilisations financières *	BH	BI	1520
TOTAL (II)		BJ	BK
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	BL	BM
		BN	BO
		BP	BQ
		BR	BS
		BT	BU
	CRÉANCES	BV	BW
		BX	BY
		BZ	CA
	DIVENS	CB	CC
		CD	CE
CF	CG		
Comptes de régularisation	CH	CI	
	CJ	CK	
	CW		
	CM		
	CN		
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	IA
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP
Clause de réserve de propriété :		(3) Part à plus d'un an :	CR
Immobilisations :		Stocks :	Créances :

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Le Président

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



②

BILAN — PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051

Désignation de l'entreprise		SAS ROBINET SAS		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N		31122020	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :.....2.733.500..)	DA	273350		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DB			
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK)	DC			
	Réserve légale (3)	DD	27335		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> BI)	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * <input type="checkbox"/> EJ)	DG	419277		
	Report à nouveau	DH			
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	94345		
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK	30494		
	TOTAL (I)	DL	844803		
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées		DN			
TOTAL (II)		DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP			
	Provisions pour charges	DQ	86500		
	TOTAL (III)	DR	86500		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	782196		
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI)	DV	82702		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	1161564		
	Dettes fiscales et sociales	DY	587708		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ			
	Autres dettes	EA	580		
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB			
TOTAL (IV)	EC	2614751			
Écart de conversion passif *	(V)	ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	3546054			
RENOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB			
	(2) Dont {	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
		Écart de réévaluation libre	ID		
		Réserve de réévaluation (1976)	IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	2123029			
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : SAS ROBINET SAS		Exercice N				Néant <input type="checkbox"/> *		
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC		
	Production vendue	biens *	FD	6890549	FE		FF	6890549
			FG	47668	FH		FI	47668
	Chiffres d'affaires nets *		FJ	6938218	FK		FL	6938218
	Production stockée *						FM	
	Production immobilisée *						FN	
	Subventions d'exploitation						FO	5000
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)						FP	97822
	Autres produits (1) (11)						FQ	7
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	7041048
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS	
	Variation de stock (marchandises)*						FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	1968791
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV	1463
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	2810890
	Impôts, taxes et versements assimilés *						FX	73388
	Salaires et traitements *						FY	1200834
	Charges sociales (10)						FZ	616830
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements *				GA	274302
			- dotations aux provisions				GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *						GC
	Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD	35000
	Autres charges (12)						GE	5189
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	6986692	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	54355	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *				(III)	GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré *				(IV)	GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	170	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
Total des produits financiers (V)						GP	170	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	4169	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
Total des charges financières (VI)						GU	4169	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	-3998	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	50357	



④ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053

Désignation de l'entreprise <u>SAS ROBINET SAS</u>		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA 32245
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB 11917
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC 2245
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)		HD 46407
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE 1607
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF 1412
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)		HG
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)		HH 3019
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI 43388	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK -600	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL 7087626	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM 6993280	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN 94345	
RENVOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
	(2) Dont	produits de locations immobilières	HY 39093
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP
		- Crédit-bail immobilier	HQ
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH	
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX 1000	
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD
	(9) Dont transferts de charges	A1 57717	
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS A5)	A2	
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives A6	obligatoires A9	
	dont cotisations facultatives Madelin A7		
	dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8		
(7) Détail des produits et charges exceptionnels :	Exercice N		
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
Détail en annexe			
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N		
	Charges antérieures	Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice	2
1.1	Évènements principaux	2
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	2
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	3
2.1	Actif immobilisé	3
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	4
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	7
2.2	Actif circulant	8
2.2.1	État des stocks	8
2.2.2	Actif circulant / dépréciations	9
2.2.3	Produits à recevoir	9
2.2.4	Charges constatées d'avance	10
2.3	Capitaux propres	10
2.3.1	Capital social	10
2.3.2	Variation des capitaux propres	10
2.3.3	Provisions réglementées	11
2.4	Passifs et provisions	12
2.4.1	Provisions	12
2.4.2	Précisions sur d'autres dettes	14
2.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	15
2.6	Compte de résultat	18
2.6.1	Ventilation du chiffre d'affaires	18
2.6.2	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	18
2.6.3	Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale	18
3	Conséquences de l'événement Covid-19	19



1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Évènements principaux

Face à la crise sanitaire mondiale liée au virus Covid-19 qui est arrivée en Europe début 2020, des mesures restrictives fortes ont été progressivement prises en France par le Gouvernement pour stopper la propagation de l'épidémie avec, sur une première période, une fermeture des établissements recevant du public par arrêté du 15 mars 2020 et un confinement de la population décidé par le décret n°2020-260 du 16 mars 2020 puis, sur une seconde période, des mesures comparables ont été ordonnées par le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020.

Des mesures spécifiques destinées à préserver l'activité économique ont été mises en place, le cas échéant, telles que le report de délais d'échéances fiscales et sociales, des fonds de soutien aux entreprises et des prêts garantis par l'état.

Pendant cette période, l'entreprise a été contrainte de fermer les chantiers du 17 mars au 4 mai 2020. Dans les bureaux, une activité partielle a été mise en place lors de ce premier confinement. Durant le deuxième confinement, les chantiers ont maintenu leur activité et les salariés travaillant dans les bureaux ont été mis en télé-travail.

A ce titre, l'entreprise a bénéficié de plusieurs dispositifs :

- Le chômage partiel du 17 mars au 4 mai 2020, pour un total de 56 k€ ;
- Un report partiel des cotisations URSSAF de février 2020 pour un total de 0,5 k€.

À la date de clôture des comptes, sans que la continuité d'exploitation de l'entité ne soit remise en cause, ces événements ont été pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les conséquences financières de cette crise ont été comptabilisées en résultat d'exploitation à l'exception des éléments qui auraient été comptabilisés en résultat exceptionnel ou financier en dehors du contexte actuel.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2016-07.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charge.



2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Immobilisations incorporelles					
Corporelles					
Corporelles	Terrains	87 479			87 479
	Construction sur sol propre	382 382	79 579		461 961
	Construction sur sol d'autrui				
	Inst. gales, agencets et am. des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 201 385	28 907	21 936	2 208 356
	Installations générales, agencements, aménagements divers	185 434	1 198	-	186 632
	Matériel de transport	1 108 429	143 419	85 720	1 166 128
	Matériel de bureau et mobilier informatique	51 504	5 688	6 624	50 568
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	44 100		44 100	
TOTAL III		4 065 715	259 781	(159 530)	4 165 966
Financière	Participations évaluées par équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	1 520			1 520
TOTAL IV		1 520			1 520
TOTAL GÉNÉRAL (TOTAL V)		4 067 235	259 781	(159 530)	4 167 486

2.1.1.1 Nature des Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			3 750		
Immobilisations corporelles			258 791		
Immobilisations financières					

2.1.1.2 Nature des Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					1 200
Immobilisations corporelles	44 100		87 032		27 248
Immobilisations financières					



2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (1042)					
Autres immobilisations corporelles (1043)					
TOTAL III		6653	765	1 240	5457
Terrains		47 235			47 235
Constructions	Sur sol propre	174 269	14 020		188 289
	Sur sol d'autrui				
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		1 709 652	178 146	20 523	1 867 274
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	141 529	13 560	-	155 089
	Matériel de transport	964 737	61 757	85 720	940 773
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	31 651	6 087	6 624	31 113
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL III		905 071	273 663	106 243	972 491
TOTAL GÉNÉRAL (TOTAL III)		907 024	274 428	107 483	973 259

2.1.2.1 Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Terrains et aménagements	Linéaire	8 à 12 ans
Constructions	Linéaire	5 à 50 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 5 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans
Concessions, logiciels et brevet	Linéaire	1 an

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	5 953	733		1 200		5 487
Corporelles	3 069 071	273 569		112 868		3 229 772
Financières						

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	8 705		8 705
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises			
TOTAL	8 705		8 705

2.2.2 Actif circulant / dépréciations

2.2.2.1 Tableau des dépréciations de l'actif

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks				
Créances	44 010		105	43 905
Autres				

Les dépréciations de créances sont liées à des créances clients douteuses à la date de clôture.

2.2.3 Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	
Participations groupe	
Participations Hors groupe	
Clients	
Associés	
Valeurs mobilières de placements	
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	112 489
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	1 336
Personnel	214
Sécurité sociale	
État	1 297
Divers	17 705

**2.2.4 Charges constatées d'avance**

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA charges externes	01/01/2021	31/12/2021	18 519		

2.3 Capitaux propres**2.3.1 Capital social**

Il n'y a pas eu de changement au cours de l'exercice, ou les mouvements de l'exercice sont décrits ci-après ;	Nombre d'actions	Valeur en capital
Position début de l'exercice	39 050	273 350
Mouvements :		
Position fin de l'exercice	39 050	273 350

2.3.2 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	273 350			273 350
Réserves, primes et écarts	446 489	123		446 612
Report à nouveau				
Résultat	7 152	87 194		94 346
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	32 740		2 245	30 495
Autres				
	769 731	87 317	2 245	846 803

2.3.3 Provisions réglementées

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	32 740		2 245	30 495
Dont majorations exceptionnelles				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				



2.4 Passifs et provisions

2.4.1 Provisions

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (C)
Provisions réglementées	32 740		2 245	30 495
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	91 500	35 000	40 000	86 500
TOTAL	124 240	35 000	22 245	136 995

2.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts (1)				
Provisions pour renouvellement des immobilisations*				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscale sur congés à payer*				
Autres provisions pour risques et charges	91 500	35 000	40 000	86 500
	129 000	245 000	100 000	274 000

Les autres provisions pour risques et charges sont liées à des éléments d'exploitation.

2.4.2 Précisions sur d'autres dettes

2.4.2.1 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	
Charges sociales provisionnées	
Charges fiscales provisionnées	
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	
Dettes part. groupes	
Dettes part. hors groupes	
Dettes sociétés en participation	
Fournisseurs	
Associés	
Banques	
Concours bancaires courants	
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	41 550
RRR à accorder, avoirs à établir	179
Participation des salariés	
Personnel	
Autres charges sociales	135 893
Autres charges fiscales	1 142
Divers	
	177 745

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an		
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières		1 520		1 520	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		52 687	52 687		
	Autres créances clients		890 720	890 720		
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*				
	Personnel et comptes rattachés		214	214		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
		Taxe sur la valeur ajoutée		168 175	168 175	
		Autres impôts, taxes et versements assimilés				
		Divers		1 297	1 297	
	Groupe et associés					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		19 221	19 221		
Charges constatées d'avance		18 520	18 520			
		1 057 141	1 057 141	1 520		

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine				
	à plus d'1 an à l'origine	782 196	290 473	491 723	
Emprunts et dettes financières divers		750	750		
Fournisseurs et comptes rattachés		1 161 565	1 161 565		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		269 730	269 730		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	309 515	309 515		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 464	8 464		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés		81 956	81 956		
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		576	576		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie					
Produits constatés d'avance					
		3 000 000	2 900 000	3 500 000	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	148 561
Emprunts remboursés en cours d'exercice	141 970
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	1 557

Garantie des emprunts :

Garantie de l'emprunt SG de 190 K€ souscrit en 2017 : nantissement du matériel financé (pelle) à hauteur de 133 K€ (VNC au 31/12/2020 = 25 K€).

Garantie de l'emprunt BTP de 67 K€ souscrit en 2018 : nantissement du matériel financé (tractopelle) à hauteur de 170 K€ (VNC au 31/12/2020 = 87 K€).

Garantie de l'emprunt BTP de 75 K€ souscrit en 2018 : gage sur le véhicule Mercedes Benz acquis en 07/2018 (VNC au 31/12/2020 = 38 K€).

Garantie de l'emprunt Arkea de 160 K€ souscrit en 2018 : sûreté hypothécaire de type PDD sur le bien immobilier situé 78, rue de la Parlette à Clermont-Ferrand acquis en 06/2018 (VNC au 31/12/2020 = 158 K€).

Garantie de l'emprunt Chalus de 55k€ souscrit en 2019 : gage sur le véhicule DAF CB542MZ acquis en 12/2019 (VNC au 31/12/2020 = 46K€).

Dettes garanties par des sûretés réelles :

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	327 387	355 286	355 286
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

2.6 Compte de résultat

2.6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises			
Production vendue :			
• Biens	6 890 550		6 890 550
• Services	47 669		47 669
Chiffre d'affaires net	6 938 218		6 938 218

2.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 400
Au titre d'autres prestations	
Total	4 400

2.6.3 Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 28/12/1994, la société SAS ROBINET est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SC FINANCIERE ROBINET.

3 Conséquences de l'événement Covid-19

Face la montée d'une 3ème vague de la crise sanitaire liée au virus Covid-19, le gouvernement a pris des mesures restrictives progressives de couvre-feu et confinement par Région qui ont été ensuite généralisées à toute la France métropolitaine depuis le 3 avril 2021 et pendant 4 semaines par décret n°2021-384 du 2 avril 2021. Les mesures de soutien de l'économie à l'instar des confinements précédents ont été renforcées et étendues. L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.



Serin Expertise

ROBINET

Comptes annuels détaillés

31/12/2020

Marc ALIBERT

Experts-Comptables D.P.L.E.
Commissaire aux Comptes

Victor-Emanuel BARRY

Experts-Comptables D.P.L.E.
Commissaire aux Comptes

Ghyslaine DESCHAUMES

Expert - Comptable D.P.L.E.
Commissaire aux Comptes

www.serec-experts.fr

**Exemplaire destiné au greffe du
Tribunal de Commerce**



ROBINET

Société par actions simplifiée au capital de 273 350 euros

**76 rue de la Parlette
63000 CLERMONT-FERRAND**

RCS CLERMONT FERRAND 398 024 562

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

de l'exercice clos le 31 décembre 2020

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

du Commissaire aux Comptes

ROBINET

SAS au capital de 273 350 €
Siège social : 76 rue de la Parlette
63000 CLERMONT-FERRAND

398024562 RCS CLERMONT-FERRAND

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2020

Aux Associés,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS ROBINET relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SAS ROBINET à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société ROBINET à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce précise que notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société ROBINET à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Clermont-Ferrand, le 16 juin 2021

Le Commissaire aux comptes
SEREC, représenté par

Marc ALIBERT
Commissaire aux comptes associé
Co-Gérant



N° SIRET: 39802456200017

Actif		Exercice au 31/12/2020			Exercice précédent	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au 31/12/2019	
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	10 447	5 486	4 960	1 944
		Fonds commercial (1)				
	Immobilisations corporelles	Autres Immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	10 447	5 486	4 960	1 944
	Immobilisations financières	Terrains	87 478	47 234	40 244	40 244
		Constructions	461 961	188 288	273 672	208 113
Inst. techniques, mat. out. industriels		2 208 355	1 867 274	341 081	491 732	
Autres Immobilisations corporelles		1 403 327	1 126 974	276 352	207 450	
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes					44 100	
TOTAL	4 161 123	3 229 772	931 350	991 641		
	Participations évaluées par équivalence					
	Autres participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immob. de l'activité de portefeuille					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres Immobilisations financières	1 520		1 520	1 520	
	TOTAL	1 520		1 520	1 520	
Total de l'actif immobilisé		4 173 090	3 235 258	937 831	995 105	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	8 704		8 704	10 168
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises					
	TOTAL	8 704		8 704	10 168	
	Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances	Clients et comptes rattachés	943 406	43 905	899 501	1 516 770	
	Autres créances	188 907		188 907	143 273	
	Capital souscrit et appelé, non versé					
TOTAL	1 132 314	43 905	1 088 409	1 660 043		
Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	1 492 589		1 492 589	731 812	
TOTAL	1 492 589		1 492 589	731 812		
Charges constatées d'avance		18 519		18 519	29 376	
Total de l'actif circulant		2 652 128	43 905	2 608 223	2 431 400	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF		6 825 218	3 279 163	3 546 054	3 426 506	
Renvois :	(1) Dont droit au bail				1 520	
	(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) Dont créances à plus d'un an (brut)					
Clause de réserve de propriété	Immobilisations	Stocks	SERIE	Créances Clients		

Passif		Au 31/12/2020	Exercice précédent	
Capitaux propres	Capital (dont versé : 273 350)	273 350	273 350	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport			
	Ecarts de réévaluation			
	Ecarts d'équivalence			
	Réserves			
	Réserve légale	27 335	27 335	
	Réserves statutaires			
	Réserves réglementées			
	Autres réserves	419 277	419 154	
	Report à nouveau			
Résultats antérieurs en instance d'affectation				
Résultat de la période (bénéfice ou perte)	94 345	7 152		
Situation nette avant répartition	814 308	726 991		
Subvention d'investissement				
Provisions réglementées	30 494	32 739		
	Total	844 803	759 731	
Aut. fonds propres	Titres participatifs			
	Avances conditionnées			
	Total			
Provisions	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges	86 500	91 500	
	Total	86 500	91 500	
Dettes	Emprunts et dettes assimilées			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	782 196	777 747	
	Emprunts et dettes financières divers (3)	82 702	83 289	
		Total	864 898	861 037
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 161 564	1 159 026	
	Dettes fiscales et sociales	587 708	523 260	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	580	31 870		
Instrument de trésorerie				
	Total	1 749 853	1 714 156	
Produits constatés d'avance		81		
	Total des dettes et des produits constatés d'avance	2 614 751	2 575 275	
Écarts de conversion passif				
	TOTAL DU PASSIF	3 546 054	3 426 506	
Crédit-bail immobilier				
Crédit-bail mobilier				
Effets portés à l'escompte et non échus				
Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	491 722			
	2 123 029	2 575 275		
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques				
(3) dont emprunts participatifs				

Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

		France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens	6 890 549		6 890 549	6 596 221
	- Services	47 668		47 668	35 233
	Chiffre d'affaires net	6 938 218		6 938 218	6 631 455
	Production stockée				
	production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			5 000	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			97 822	137 699
	Autres produits			7	7
	Total			7 041 048	6 769 162
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements		Achats	1 968 791	1 717 787
			Variation de stocks	1 463	-3 208
	Autres achats et charges externes (3)			2 810 890	2 670 279
	Impôts, taxes et versements assimilés			73 388	68 774
	Salaires et traitements			1 200 834	1 222 426
	Charges sociales			616 830	609 458
	Dotations	• sur immobilisations	amortissements	274 302	325 259
	d'exploitation	• sur actif circulant	provisions		105
Autres charges	• pour risques et charges		35 000	40 000	
			5 189	6 439	
	Total			6 986 692	6 657 321
	Résultat d'exploitation	A		54 355	111 840
Oxk- commun	Bénéfice attribué ou perte transférée	B			
	Perte supportée ou bénéfice transféré	C			
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			170	714
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			170	714
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			4 169	4 173
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			4 169	4 173
	Résultat financier	D		-3 998	-3 459
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT ((A+B)-(C+D))	E		50 357	108 381



Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

		Total	Exercice précédent	
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	32 245	22 380	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	11 917	3 915	
	Reprises sur provisions et transferts de charge	2 245	696	
	Total	46 407	26 992	
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 607	129 597	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 412		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		903	
	Total	3 019	130 501	
Résultat exceptionnel		F	43 388	-103 509
Participation des salariés aux résultats		G		
Impôt sur les bénéfices		H	-600	-2 280
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)			94 345	7 152
Renvois				
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs			
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs			
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier			
(4) Dont	produits concernant les entités liées			
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées			

SEREC
Société de Commissaire aux Comptes
3 rue Patrick Depailler
Parc Technologique de LA PARDIEU
63000 CLERMONT FERRAND
N° SIRET : 316 420 322 00026

Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice	2
1.1	Évènements principaux	2
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	2
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	3
2.1	Actif immobilisé	3
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	4
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	7
2.2	Actif circulant	8
2.2.1	État des stocks	8
2.2.2	Actif circulant / dépréciations	9
2.2.3	Produits à recevoir	9
2.2.4	Charges constatées d'avance	10
2.3	Capitaux propres	10
2.3.1	Capital social	10
2.3.2	Variation des capitaux propres	10
2.3.3	Provisions réglementées	11
2.4	Passifs et provisions	12
2.4.1	Provisions	12
2.4.2	Précisions sur d'autres dettes	14
2.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	15
2.6	Compte de résultat	18
2.6.1	Ventilation du chiffre d'affaires	18
2.6.2	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	18
2.6.3	Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale	18
3	Conséquences de l'événement Covid-19	19

1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Évènements principaux

Face à la crise sanitaire mondiale liée au virus Covid-19 qui est arrivée en Europe début 2020, des mesures restrictives fortes ont été progressivement prises en France par le Gouvernement pour stopper la propagation de l'épidémie avec, sur une première période, une fermeture des établissements recevant du public par arrêté du 15 mars 2020 et un confinement de la population décidé par le décret n°2020-260 du 16 mars 2020 puis, sur une seconde période, des mesures comparables ont été ordonnées par le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020.

Des mesures spécifiques destinées à préserver l'activité économique ont été mises en place, le cas échéant, telles que le report de délais d'échéances fiscales et sociales, des fonds de soutien aux entreprises et des prêts garantis par l'état.

Pendant cette période, l'entreprise a été contrainte de fermer les chantiers du 17 mars au 4 mai 2020. Dans les bureaux, une activité partielle a été mise en place lors de ce premier confinement. Durant le deuxième confinement, les chantiers ont maintenu leur activité et les salariés travaillant dans les bureaux ont été mis en télé-travail.

A ce titre, l'entreprise a bénéficié de plusieurs dispositifs :

- Le chômage partiel du 17 mars au 4 mai 2020, pour un total de 56 k€ ;
- Un report partiel des cotisations URSSAF de février 2020 pour un total de 0,5 k€.

À la date de clôture des comptes, sans que la continuité d'exploitation de l'entité ne soit remise en cause, ces événements ont été pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les conséquences financières de cette crise ont été comptabilisées en résultat d'exploitation à l'exception des éléments qui auraient été comptabilisés en résultat exceptionnel ou financier en dehors du contexte actuel.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2016-07.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

S E R E C
Société de Commissaire aux Comptes
3 rue Patrick Depailler
Parc Technologique de LA PARDIEU
63000 CLERMONT FERRAND
N° SIRET : 315 429 322 00026

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charge.

SEREC
Société de Commissaire aux Comptes
3 rue Patrick Depailler
Parc Technologique de LA PARDIEU
63000 CLERMONT FERRAND
N° SIRET : 316 420 322 00026

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement - TOTAL I				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles - TOTAL II	7 897	3 750	1 200	10 447
Corporelles	Terrains	87 479			87 479
	Construction sur sol propre	382 382	79 579		461 961
	Construction sur sol d'autrui				
	Inst. gales, agencés et am. des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 201 385	28 907	21 936	2 208 356
	Installations générales, agencements, aménagements divers	185 434	1 198	-	186 632
	Matériel de transport	1 108 429	143 419	85 720	1 166 128
	Matériel de bureau et mobilier informatique	51 504	5 688	6 624	50 568
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	44 100		44 100	
TOTAL III		4 060 716	253 791	158 660	4 155 847
Financière	Participations évaluées par équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	1 520			1 520
TOTAL IV		1 520			1 520
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		4 070 100	253 791	158 660	4 173 091

2.1.1.1 Nature des Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			3 750		
Immobilisations corporelles			258 791		
Immobilisations financières					
TOTAL			262 541		

2.1.1.2 Nature des Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					1 200
Immobilisations corporelles	44 100		87 032		27 248
Immobilisations financières					
TOTAL	44 100		87 032		28 448

SEREC
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 60026

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL II					
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL III		5 953	733	1 200	5 487
Terrains		47 235			47 235
Constructions	Sur sol propre	174 269	14 020		188 289
	Sur sol d'autrui				
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		1 709 652	178 146	20 523	1 867 274
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	141 529	13 560	-	155 089
	Matériel de transport	964 737	61 757	85 720	940 773
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	31 651	6 087	6 624	31 113
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL III		3 069 071	278 669	112 853	3 235 772
TOTAL GENERAL (I+II+III)		3 075 021	278 803	112 063	3 235 269

2.1.2.1 Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Terrains et aménagements	Linéaire	8 à 12 ans
Constructions	Linéaire	5 à 50 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 5 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans
Concessions, logiciels et brevet	Linéaire	1 an

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	5 953	733		1 200		5 487
Corporelles	3 069 071	273 569		112 868		3 229 772
Financières						
TOTAL	3 075 024	274 302		114 068		3 235 258

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00026

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	8 705		8 705
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises			
TOTAL	8 705		8 705

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 315 420 532 00028

2.2.2 Actif circulant / dépréciations

2.2.2.1 Tableau des dépréciations de l'actif

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks				
Créances	44 010		105	43 905
Autres				
TOTAL	44 010		105	43 905

Les dépréciations de créances sont liées à des créances clients douteuses à la date de clôture.

2.2.3 Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	
Participations groupe	
Participations Hors groupe	
Clients	
Associés	
Valeurs mobilières de placements	
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	112 489
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	1 336
Personnel	214
Sécurité sociale	
État	1 297
Divers	17 705
TOTAL	133 031

2.2.4 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA charges externes	01/01/2021	31/12/2021	18 519		

2.3 Capitaux propres

2.3.1 Capital social

Il n'y a pas eu de changement au cours de l'exercice, ou les mouvements de l'exercice sont décrits ci-après ;	Nombre d'actions	Valeur en capital
Position début de l'exercice	39 050	273 350
Mouvements :		
Position fin de l'exercice	39 050	273 350

2.3.2 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	273 350			273 350
Réserves, primes et écarts	446 489	123		446 612
Report à nouveau				
Résultat	7 152	87 194		94 346
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	32 740		2 245	30 495
Autres				
TOTAL	759 629	87 317	2 245	844 606

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00026

2.3.3 Provisions réglementées

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour Investissement (art. 237 bis A-II)				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	32 740		2 245	30 495
Dont majorations exceptionnelles				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL	32 740		2 245	30 495

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00026

2.4 Passifs et provisions

2.4.1 Provisions

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (C)
Provisions réglementées	32 740		2 245	30 495
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	91 500	35 000	40 000	86 500
TOTAL	124 240	35 000	(42 245)	116 995

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00025

2.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts (1)				
Provisions pour renouvellement des immobilisations*				
Provisions pour gros entretiens				
Provisions pour charges sociales et fiscale sur congés à payer*				
Autres provisions pour risques et charges	91 500	35 000	40 000	86 500
TOTAL	91 500	35 000	40 000	86 500

Les autres provisions pour risques et charges sont liées à des éléments d'exploitation.

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00026

2.4.2 Précisions sur d'autres dettes

2.4.2.1 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	
Charges sociales provisionnées	
Charges fiscales provisionnées	
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	
Dettes part. groupes	
Dettes part. hors groupes	
Dettes sociétés en participation	
Fournisseurs	
Associés	
Banques	
Concours bancaires courants	
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	41 550
RRR à accorder, avoirs à établir	179
Participation des salariés	
Personnel	
Autres charges sociales	135 893
Autres charges fiscales	1 142
Divers	
TOTAL*	178 765

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00026

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an	
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations				
	Prêts				
	Autres Immobilisations financières		1 520		1 520
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		52 687	52 687	
	Autres créances clients		890 720	890 720	
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*			
	Personnel et comptes rattachés		214	214	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée	168 175	168 175	
		Autres impôts, taxes et versements assimilés			
		Divers	1 297	1 297	
	Groupe et associés				
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		19 221	19 221	
Charges constatées d'avance		18 520	18 520		
TOTAL		1 101 141	1 101 141	1 520	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine				
	à plus d'1 an à l'origine	782 196	290 473	491 723	
Emprunts et dettes financières divers		750	750		
Fournisseurs et comptes rattachés		1 161 565	1 161 565		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		269 730	269 730		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	309 515	309 515		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 464	8 464		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés		81 956	81 956		
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		576	576		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie					
Produits constatés d'avance					
TOTAL		2 344 752	2 123 029	491 723	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	148 561
Emprunts remboursés en cours d'exercice	141 970
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	1 557

Garantie des emprunts :

Garantie de l'emprunt SG de 190 K€ souscrit en 2017 : nantissement du matériel financé (pelle) à hauteur de 133 K€ (VNC au 31/12/2020 = 25 K€).

Garantie de l'emprunt BTP de 67 K€ souscrit en 2018 : nantissement du matériel financé (tractopelle) à hauteur de 170 K€ (VNC au 31/12/2020 = 87 K€).

Garantie de l'emprunt BTP de 75 K€ souscrit en 2018 : gage sur le véhicule Mercedes Benz acquis en 07/2018 (VNC au 31/12/2020 = 38 K€).

Garantie de l'emprunt Arkea de 160 K€ souscrit en 2018 : sûreté hypothécaire de type PDD sur le bien immobilier situé 78, rue de la Parlette à Clermont-Ferrand acquis en 06/2018 (VNC au 31/12/2020 = 158 K€).

Garantie de l'emprunt Chalus de 55k€ souscrit en 2019 : gage sur le véhicule DAF CB542MZ acquis en 12/2019 (VNC au 31/12/2020 = 46K€).

Dettes garanties par des sûretés réelles :

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	327 387	355 286	355 286
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
TOTAL	327 387	355 286	355 286

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Dopeiller
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00626

2.6 Compte de résultat

2.6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises			
Production vendue :			
• Biens	6 890 550		6 890 550
• Services	47 669		47 669
Chiffre d'affaires net	6 938 218		6 938 218

2.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 400
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	4 400

2.6.3 Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 28/12/1994, la société SAS ROBINET est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SC FINANCIERE ROBINET.

S E R E C
 Société de Commissaire aux Comptes
 3 rue Patrick Depailler
 Parc Technologique de LA PARDIEU
 63000 CLERMONT FERRAND
 N° SIRET : 316 420 322 00026



3 Conséquences de l'événement Covid-19

Face la montée d'une 3ème vague de la crise sanitaire liée au virus Covid-19, le gouvernement a pris des mesures restrictives progressives de couvre-feu et confinement par Région qui ont été ensuite généralisées à toute la France métropolitaine depuis le 3 avril 2021 et pendant 4 semaines par décret n°2021-384 du 2 avril 2021. Les mesures de soutien de l'économie à l'instar des confinements précédents ont été renforcées et étendues. L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

S E R E C

Société de Commissaire aux Comptes
3 rue Patrick Dapsiller
Parc Technologique de LA PARDIEU
63000 CLERMONT FERRAND
N° SIRET : 316 420 822 00026

ROBINET SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 273 350 euros
Siège social : 76 rue de la Parlette,
63000 CLERMONT FERRAND
398 024 562 RCS CLERMONT-FERRAND

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE

Exercice clos le 31 décembre 2020

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2020 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et renseignements prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports du Commissaire aux Comptes.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2020, notre chiffre d'affaires et notre résultat net comptable ont progressé.

Au cours de cet exercice, la société a été contrainte de fermer les chantiers du 17 mars au 4 mai 2020. Au niveau des bureaux, nous avons eu recours à l'activité partielle lors du 1^{er} confinement et nous avons mis en place le télétravail lors de la seconde période de confinement.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 31 décembre 2020, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler excepté la poursuite de la crise sanitaire liée à la COVID 19 mais notre activité ne semble pas remise en question grâce à la mise en place de mesures spécifiques destinées à préserver notre activité économique.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Nous espérons maintenir notre volume d'activité.

INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-4, I du Code de commerce, nous vous communiquons les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients en indiquant le nombre et le montant total des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2020 et la ventilation de ce montant par tranche de retard, dans le tableau suivant annexé au présent rapport.

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires s'est élevé à 6 938 218 euros contre 6 631 455 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 4,63%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 102 829 euros contre 137 707 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -25,33%.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 1 970 254 euros contre 1 714 579 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 14,91%.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 2 810 890 euros contre 2 670 279 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 5,27%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 73 388 euros contre 68 775 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 6,71%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 1 200 834 euros contre 1 222 426 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de -1,77%.

Le montant des charges sociales s'élève à 616 830 euros contre 609 459 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 1,21%.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 309 302 euros contre 365 364 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -15,34%.

Le montant des autres charges s'élève à 5 189 euros contre 6 439 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -19,42%.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 6 986 692 euros contre 6 657 321 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 4,95%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 54 355 euros contre 111 841 euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de -51,40%.

Compte tenu d'un résultat financier de -3 998 euros (-3 459 euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à 50 357 euros contre 108 381 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -53,54%.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de 43 388 euros contre -103 509 euros pour l'exercice précédent.
- d'un impôt sur les sociétés de -600 euros contre -2 280 euros pour l'exercice précédent,

le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 94 345 euros contre un bénéfice de 7 152 euros au titre de l'exercice précédent.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 94 345,95 euros.

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 de la manière suivante :

- **À titre de dividendes aux associés pour** **94 110,50 euros**
Soit 2,41 euros par action

- **Le solde au poste « réserve facultative » pour** **235,45 euros**

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 750 693 euros.

Le dividende serait mis en paiement au siège social à compter du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Nous vous informons que depuis le 1er janvier 2018, les dividendes sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux (CGI, art. 200 A, 1).

Le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater).

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende.

L'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus. Dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Nous vous rappelons en outre que, conformément aux dispositions de l'article L.136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
31.12.2019	7 029,00 €
31.12.2018	49 203 €
31.12.2017	140 189,50 €

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 dudit code qui s'élèvent à un montant global de 814 euros.

Tableau des résultats

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à ce même article et conclues au cours de l'exercice écoulé.

Votre Commissaire aux Comptes a été dûment avisé de ces conventions qu'il a décrites dans son rapport spécial.

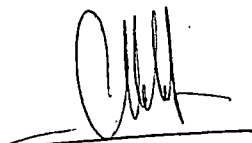
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Nous vous précisons qu'aucun mandat de dirigeant ou de Commissaire aux Comptes n'est arrivé à expiration.

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à votre président, quitus de sa gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Charles ROBINET
Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by several vertical strokes and a horizontal line at the end, all resting on a horizontal baseline.

ROBINET SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 273 350 euros
Siège social : 76 rue de la Parlette
63000 CLERMONT FERRAND
398 024 562 RCS CLERMONT-FERRAND

Tableaux financiers au 31 Décembre 2020

Tableau financier	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Capital social	273 350	273 350	273 350	273 350	273 350
Nombre d'actions ordinaires	39 050	39 050	39 050	39 050	39 050
Nombre d'actions à dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximum d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires hors taxes	6 938 218	6 631 455	6 738 252	6 365 201	5 806 404
Résultat avant impôts, participation, dotation	360 697	250 443	350 737	521 364	424 508
Impôt sur les bénéfices	-600	- 2 280	- 1 790	16 901	31 990
Participation des salariés	0	0	0	7 190	0
Résultat après impôts, participation et dotation	94 345	7 152	49 283	140 290	146 494
Résultat distribué	94 110,14	7 029	49 203	140 189,50	146 437
Par action - résultat après impôts avant dotation	9.25	6.47	9.02	12.91	10.05
Par action - résultat après impôts et dotation	2.42	0.18	1.26	3.59	3.75
Effectif moyen des salariés de l'exercice	42	42	43	43	44
Montant de la masse salariale	1 200 834	1 222 426	1 202 601	1 201 333	1 184 158
Cotisations sociales et avantages sociaux	616 830	609 458	552 732	576 858	584 249

9

ROBINET SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 273 350 euros
Siège social : 76 rue de la Parlette
63000 CLERMONT FERRAND
398 024 562 RCS CLERMONT-FERRAND

J U R I 4
Société d'Avocats
SAS au capital de 59 100 €
56, Boulevard Gustave Flaubert
63000 CLERMONT-FERRAND
Tél. 04 73 42 49 01 - Fax 04 73 42 49 06
RÉ.S. CLERMONT-FERRAND D 404 755 027

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 JUIN 2021

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élevant à 94 345,95 euros de la manière suivante :

- **À titre de dividendes aux associés pour** **94 110,50 euros**
Soit 2,41 euros par action

- **Le solde au poste « réserve facultative » pour** **235,45 euros**

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
31.12.2019	7 029,00 €
31.12.2018	49 203,00 €
31.12.2017	140 189,50 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 30.06.2021

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Charles ROBINET

